

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE  
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN\* : 1<sup>er</sup>

Concours

DATE : 10 juin 2016

MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

op), 2<sup>e</sup> en cas de crime

me immédiatement

le procédure

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 1032

NOTE

17 /20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES : 3

COMPOSITION DE cas pratique de droit pénal

Question 1.

En l'absence d'indication concernant l'ouverture d'une instruction préparatoire, l'enquête initiale ne peut se dérouler que dans le cadre procédural de l'enquête de flagrance ou de l'enquête préliminaire. Cette dernière étant le cadre juridique par défaut, il convient de s'intéresser afin de savoir si les conditions de la flagrance sont réunies.

Aux termes de l'article 53 du Code de procédure pénale, il existe quatre cas susceptibles de caractériser une

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE  
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE  
(signature)

[Signature]

Il est interdit aux candidats de signer

Le placement en

Aux côtés

risques de

à un

infraction flagrante. Parmi ces cas, se trouve notamment le crime qui vient de se commettre. Outre le fait qu'il faille se trouver dans l'un des cas de flagrance énumérés, il faut aussi que la situation remplisse un critère temporel, un critère d'apparence et un critère de gravité.

En l'espèce, le cadavre est retrouvé le 20 février 2016 vers 6 heures du matin.

Il est encore ensanglanté et un témoin décrit une scène s'étant déroulée la veille au soir. Nous sommes donc bien dans le cas de flagrance dans lequel l'infraction vient de se commettre. Le critère temporel est respecté puisque l'infraction a été commise moins de 24 heures auparavant. Le critère de l'apparence est également respecté puisque l'indice du comportement délictueux réside dans la découverte d'un cadavre. Enfin, le critère de gravité est respecté puisque l'infraction dont il est question peut au minimum être qualifiée de violences mortelles. Or, il s'agit d'un crime puni de 15 ans de réclusion criminelle.

Toutes les conditions de l'enquête de flagrance sont donc remplies. Le cadre initial dans lequel se déroule l'enquête est donc la flagrance.

Sans mention de la prolongation de ce cadre d'enquête, ce dernier demeure 8 jours à compter du 20 février 2016 à 6h, soit jusqu'au 28 février 2016 à 6h. Ce cadre ne sera maintenu qu'à la condition qu'au moins un acte d'enquête par forme soit effectué, ce que nous considérerons comme acquis.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Question 2.

Selon l'article 54 du Code de procédure pénale (CPP), "en cas de crime flagrant, l'officier de police judiciaire qui en est avisé informe immédiatement le Procureur de la République."

Le Procureur de la République doit donc être informé de cette procédure.

Questions 3 et 4.

Selon l'article 62-2 du Code de procédure pénale, la garde à vue est une mesure de contrainte qui est décidée par un officier de police judiciaire à l'encontre d'une personne suspectée d'avoir commis ou tenté de commettre un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement. Il faut en outre que cette mesure soit l'unique moyen de parvenir à l'un des objectifs énumérés. Parmi ces objectifs, se trouve notamment le fait de permettre l'exécution des investigations impliquant la présence ou la participation de la personne.

En l'espèce, nous considérons que la condition du placement en garde à vue par un officier de police judiciaire est remplie. Emmanuel Refix a été identifié par un témoin comme ayant eu une altercation avec Jean-Paul Durant le jour de la mort. Il est donc suspecté de l'avoir tué. Or, comme nous le verrons,

il s'agit au minimum de violences mortelles (crime). Enfin, la présence de Monsieur Refix est requise afin que les policiers puissent l'interroger. Nous sommes enfin tenus dans le cadre de la plausibilité dans l'interrogation strict possible.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Le placement en garde à vue est donc régulier.

Au cours de cette garde à vue, plusieurs points peuvent poser problème et risquer de compromettre la régularité de la mesure.

En premier lieu, il est indiqué que Monsieur Refix est placé en garde à vue à 12h le 24 février et qu'il est ensuite conduit au commissariat de police le plus proche. Ses droits ne lui sont donc notifiés que 35 minutes après son placement en garde à vue. L'article 63-1 du CPP dispose que le gardé à vue est immédiatement informé de ses droits. De jurisprudence constante, la Cour de cassation considère que la notification des droits intervenue dès l'arrivée du gardé à vue dans les services de police n'est pas tardive. Si la juridiction devait en décider autrement en l'espèce, la Cour de cassation considère que tout retard dans la mise en œuvre de cette obligation non justifié par une circonstance d'insurmontable force nécessairement atteinte aux intérêts de la personne concernée. A notre sens, la notification des droits n'est pas tardive et n'affecte pas la régularité de la mesure.

En second lieu, Monsieur Refix a demandé à s'entretenir avec son avocat habituel mais il est resté joignable sur son téléphone fixe comme sur son portable. L'OPJ a donc contacté un avocat de permanence qui s'est déplacé.

Selon l'article 63-3-1 CPP, dès le début de la garde à vue, le gardé à vue peut demander à s'entretenir avec un avocat. Cet article rajoute que si l'avocat désigné ne peut être contacté, le gardé à vue peut demander à ce qu'il lui en soit commis un d'office par le bâtonnier. En l'espèce, l'OPJ a tenté de prévenir par tous les moyens à sa disposition l'avocat choisi par Monsieur Refix mais ce dernier est resté joignable. Il ne peut en aucune façon s'agir d'une cause d'irrégularité de la procédure. On ne saurait en effet tenir rigueur à l'OPJ de l'indisponibilité de l'avocat. Par ailleurs, Monsieur Refix a pu être assisté par un conseil commis

L'article 221-1 CP réprime le fait de donner volontairement la mort à autrui. La constitution de cette infraction nécessite la réunion d'un élément matériel et d'un élément moral. S'agissant de l'élément matériel, il faut un comportement consistant en un acte de commission, un résultat consistant dans le décès de la victime et un lien de causalité entre les deux. En l'espèce, la victime est bien décédée du fait des coups de couteau portés par Monsieur Refix. S'agissant de l'élément moral, il faut caractériser un dol général (conscience et volonté infractionnelle) et un dol spécial (intention de donner la mort). En l'espèce, le nombre de coups de couteau et leur emplacement semble indiquer l'intention de donner la mort. L'élément matériel et l'élément moral sont donc caractérisés.

Selon l'article 221-1 CP, le meurtre est puni de 30 ans de réclusion criminelle. Aucune circonstance aggravante ne semble pouvoir s'appliquer en l'espèce.

L'article 223-6 CP alinéa 2 incrimine l'abstention de porter secours à une personne en péril. Le comportement requis doit consister en une abstention. L'élément moral doit consister dans une abstention volontaire. En l'espèce, Monsieur Refix n'a pas porté secours à Monsieur Durant après l'avoir blessé. Il s'en est volontairement abstenu. Selon un arrêt rendu par la Cour de cassation le 24 juin 1980, l'inculpation de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner n'est pas incompatible avec l'abstention volontaire de porter secours à personne en péril. On peut cependant douter qu'une telle solution soit retenue en matière d'homicide volontaire puisque le but étant la mort de la personne, on ne peut reprocher à l'auteur de ne pas avoir appelé les secours pour la sauver. Cette qualification est donc incompatible avec celle d'homicide volontaire.

## ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

### FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

#### Question 5.

La qualification d'homicide involontaire semble peu appropriée à l'espèce. En effet, même si Monsieur Refix conteste l'intention homicide et la possession du couteau lors des faits, ce dernier a été retrouvé ensanglanté chez lui et il a reconnu s'être légèrement battu avec Monsieur Durant. Dans ces conditions, il est peu probable comme il le prétend que le décès soit intervenu par accident comme il le clame, étant précisé que l'autopsie a révélé de nombreuses plaies par arme blanche dont deux particulièrement graves au niveau de l'artère fémorale droite et du cœur.

L'article 222-7 du Code pénal incrimine les violences mortelles comme les violences ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner. Pour être caractérisée, cette infraction nécessite la démonstration d'un élément matériel et d'un élément moral. S'agissant de l'élément matériel, des violences doivent avoir été effectuées. Ces dernières doivent aboutir au décès de la victime en lien de causalité avec les violences. En l'espèce, Monsieur Refix a reconnu s'être battu avec la victime et le couteau ensanglanté a été retrouvé chez lui. Il y a donc bien eu des violences. S'agissant de l'élément moral, il faut prouver un dol déposé, à savoir que le résultat se dépasse l'intention initiale de l'auteur. En l'espèce, Monsieur Refix clame qu'il n'avait pas l'intention de tuer son ami. Cependant, les nombreux coups de couteau et particulièrement les deux mortels semblent indiquer le contraire. Il est donc probable que la poursuite s'effectuera plus sur le fondement de l'homicide volontaire. Cette qualification ne sera utilisée que si la preuve de l'intention homicide de Monsieur Refix ne peut finalement pas être rapportée.

7.  
Selon un arrêt de la chambre criminelle du 20 février 2002, la présence de l'avocat lors de la perquisition n'est pas requise tant que les autres règles relatives aux perquisitions sont respectées et qu'aucun interrogatoire n'a été mené pendant le transport. En l'espèce, nous supposons toutes les conditions nécessaires remplies et la perquisition effectuée au cours de la garde à vue sans l'assistance de l'avocat est régulière.

En cinquième lieu, les auditions du gardé à vue ont été enregistrées mais il est apparu lors du procès que l'enregistrement n'avait en réalité pas pu se faire en raison d'une défectuosité du matériel. Selon l'article 64-1 CPP, les auditions des personnes gardées à vue pour crime doivent faire l'objet d'un enregistrement audiovisuel. De jurisprudence constante, une défaillance technique peut empêcher l'enregistrement. Cette impossibilité doit être mentionnée dans le procès verbal d'audition à condition qu'elle soit apparue avant la clôture de l'interrogatoire. En l'espèce, la défaillance technique n'est apparue que le jour du procès. Même si les auditions de Monsieur Refix devaient être réalisées puisqu'il est au minimum suspecté de violences mortelles (crime) il ne s'agit pas d'une cause d'irrégularité de la garde à vue.

Enfin, en dernier lieu, la garde à vue de Monsieur Refix a duré 47 heures, soit moins que les 48h autorisées en garde à vue de droit commun avec prolongation.

La garde à vue de Monsieur Refix est donc régulière, de même que la perquisition de son domicile en dehors de la présence de son avocat.

**ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE**  
**FEUILLE INTERCALAIRE N° A**

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

d'office. Ses droits de la défense ont donc été sauvegardés.

En troisième lieu, la garde à vue de Monsieur Refix est prolongée en l'absence de son avocat. Selon l'article 63 II CPP, la durée de la garde à vue ne peut excéder 24 heures. Mais la mesure peut être prolongée pour un délai de 24 heures ou plus sur autorisation écrite et motivée du Procureur de la République si l'infraction dont est suspecté le gardé à vue est un crime ou un délit puni d'au moins un an d'emprisonnement et si la prolongation de la mesure est l'unique moyen de parvenir à un ou plusieurs des objectifs mentionnés à l'article 62-2 CPP. Parmi ces objectifs figure la nécessité d'effectuer des investigations impliquant la présence ou la participation de la personne. Par ailleurs, l'article 63-4 alinéa 3 CPP précise que lorsque la garde à vue fait l'objet d'une prolongation, le gardé à vue peut de nouveau demander à s'entretenir avec un avocat dès le début de la prolongation. En revanche, aucune disposition du CPP n'impose la présence de l'avocat lors de la présentation du gardé à vue au Procureur de la République en vue du renouvellement de la mesure. En l'espèce, la prolongation pouvait avoir lieu puisque Monsieur Refix est soupçonné d'un crime et que suite à la découverte dans son appartement du couteau ensanglanté, il est probable que les policiers veuillent continuer à l'interroger. L'absence de l'avocat lors de la mesure de prolongation ne porte pas atteinte à la régularité de la mesure.

En quatrième lieu, une perquisition a été menée au domicile de Monsieur Refix en l'absence de son avocat. Aux termes de l'article 56 CPP, en matière de flagrant délit, une perquisition peut être menée au domicile des personnes suspectées. L'article 57 CPP précise que ces opérations doivent se dérouler en présence de la personne au domicile de laquelle la perquisition a lieu.



**ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE**  
**FEUILLE INTERCALAIRE N° 3**

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Question 6.

S'agissant d'un crime, cette affaire devra nécessairement donner lieu à l'ouverture d'une instruction préparatoire. C'est d'ailleurs déjà le cas puisque à l'issue de sa garde à vue, Monsieur Refix a été mis en examen. Or, le mise en examen est prononcée par le juge d'instruction à la suite d'un interrogatoire de première comparution.

À l'issue de l'instruction, le juge d'instruction peut classer sans suite, renvoyer l'affaire devant une Cour d'assises par une ordonnance de règlement ou correctionnaliser les faits (article 469 CPP) et renvoyer l'affaire devant le tribunal correctionnel. En l'espèce, un classement sans suite semble exclu dans la mesure où la police a découvert un suspect valide ayant été indiqué par un témoin et chez qui un couteau ensanglanté a été retrouvé. À la vue de la gravité des faits, une correctionnalisation semble également peu probable. L'affaire sera donc probablement renvoyée devant une Cour d'assises lorsque tous les actes d'instruction nécessaires auront été effectués.

\_\_\_\_\_